

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENEDIS

445 rue André Ampère
13540 Aix-en-Provence

Références : D-0655-2023
Code AIOT : 0006400466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2023 dans l'établissement ENEDIS implanté 150 rue Michel Cazaux 84000 Avignon. L'inspection a été annoncée le 07/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENEDIS
- 150 rue Michel Cazaux 84000 Avignon
- Code AIOT : 0006400466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENEDIS est autorisée à exploiter une station de transit de matériels imprégnés de polychlorobiphényles (PCB) sous la rubrique 2792-1-a sur la commune d'Avignon (zone de la Courtine).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 décembre 2022 pris consécutivement à la visite d'inspection du 04 octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Justificatifs d'élimination des déchets produits	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.5	/	Sans objet
2	Justificatifs d'élimination des déchets produits	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.6	/	Sans objet
3	Rétention, étanchéité, vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.8	/	Sans objet
4	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.7	/	Sans objet
5	Filières déchets	Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543.33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 :

- il transmet trimestriellement à l'inspection une déclaration des déchets éliminés (article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993) et des matériels reçus avec leurs origines (article 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993),

- il a mis en place un tableau de suivi des actions à mener conformément aux différents articles de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 et notamment il a étendu la vérification mensuelle de l'état d'étanchéité des rétentions au local PCB déporté.

Par conséquent, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 peut être levé.

Par ailleurs, l'exploitant a :

- complété sa consigne de sécurité en cas de risque inondation en précisant les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB (lieu de stockage provisoire, personnel nécessaire et moyens alloués),
- fourni les agréments des prestataires qui traitent les déchets contenant des PCB,
- transmis les justificatifs de mise en conformité des dispositifs défectueux liés à la détection incendie.

Au regard des rapports SSI (Système de Sécurité Incendie) de 2023, l'inspection a constaté que les observations majeures ont été levées. Par contre, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale pour la mise en conformité de l'observation n°1 du hangar (obtenir un dossier SSI) et de l'observation n°1 du bâtiment principal (installer flash lumineux dans les toilettes/douches). Aussi, l'exploitant doit transmettre à l'inspection sous trois mois les éléments permettant de justifier de la levée de ces observations restantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Justificatifs d'élimination des déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination
Prescription contrôlée : L'exploitant adressera trimestriellement à l'inspecteur des installations classées, une déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit. Constats du 04/10/2022 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la transmission trimestrielle à l'inspecteur des installations classées de la déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit. APMD du 19/12/2022 : Article 1 a) les articles 7.5 et 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, par la mise en place d'une déclaration trimestrielle à l'inspecteur des installations classées rendant compte : -des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ; - des matériels reçus avec leurs origines ;
Constats : Depuis la visite d'inspection du 04/10/2022, l'exploitant a bien mis en place une déclaration trimestrielle. Cette dernière est envoyée à l'inspection par mail. Les deux dernières déclarations ont été transmises par courriels en date du 31 mars 2023 (trimestre 1) et du 29 juin 2023 (trimestre 2).

<p>La déclaration consiste en un tableau de suivi des entrées et des sorties sur le site avec la mention des exutoires et du type de traitement des déchets.</p> <p>De plus, en séance, l'exploitant s'est connecté sur le site de Trackdéchets afin de nous montrer les bordereaux de suivi de déchets (code déchet 16 02 09*).</p> <p>L'exploitant répond aux exigences de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Justificatifs d'élimination des déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant adressera également le récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines.</p> <p>Constats du 04/10/2022 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la transmission du récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines.</p> <p>APMD du 19/12/2022 : Article 1 a) les articles 7.5 et 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, par la mise en place d'une déclaration trimestrielle à l'inspecteur des installations classées rendant compte : -des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ; - des matériels reçus avec leurs origines ;</p> <p>Constats : Depuis la visite d'inspection du 04/10/2022, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi des entrées et des sorties des transformateurs sur le site. Sur ce tableau, des colonnes identifient les matériels reçus, leurs origines et la date d'entrée sur le site.</p> <p>L'exploitant répond aux exigences de l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention, étanchéité, vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : Le bon état de l'étanchéité des rétentions étanches prévues par les articles 5.2, 5.3 et 5.6 sera vérifié périodiquement. Conformément à une consigne élaborée par l'exploitant et au moins une fois par mois.</p>

Constats du 04/10/2022 :

Le registre présenté en séance est incomplet : les vérifications périodiques ne sont pas étendues à la rétention déportée du local PCB. Lors de la visite il a été également constaté que le bassin de 180 m³ était encombré de plastiques ne permettant pas de s'assurer de l'étanchéité de ce dernier.

Observations:

L'étanchéité des ouvrages devra être vérifiée une fois par mois.

APMD du 19/12/2023:

Article 1 b) L'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, par la vérification étendue à la rétention déportée du local PCB au minimum une fois par mois.

Constats : Depuis la visite du 04 octobre 2022, l'exploitant a mis en place une vérification périodique des ouvrages de rétention étendue à la rétention du local PCB au minimum 1 fois par mois.

Cette vérification est formalisée dans un tableau de bord sous format Excel qui liste lignes par lignes les articles de l'arrêté du 27/08/1993 et par colonnes les dates de réalisation ou les dates d'échéance. L'agent en charge de l'action complète le tableau. Ce tableau dispose de code couleur en fonction de l'échéance: vert (réalisée), orange (à faire prochainement) ou rouge (en retard).

Avec ce tableau, l'exploitant s'assure des actions à réaliser au regard de son arrêté préfectoral.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le bassin de rétention des eaux de pluie était vide et propre. À ce sujet, l'exploitant, dans son courrier du 23 décembre 2022, a informé l'inspection que ce bassin avait fait l'objet d'un nettoyage le 08 décembre 2022 par la société F.A.P. (copie du bon d'intervention).

Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.7

Thème(s) : Risques accidentels, Inondation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant prendra toute disposition nécessaire afin d'évacuer en temps utile la totalité du PCB présent dans le dépôt, en cas de risque d'inondation. En particulier, la consigne de sécurité en matière d'inondation, réalisée par EDF, sera mise en application dès que le niveau de pré-alerte du Rhône (cote 16,55 m NGF) sera atteint. [...]

Constats du 04/10/2022 : « L'exploitant ne dispose pas d'une consigne de sécurité en matière d'inondation ». Il déclare également ne pas disposer du niveau de cote d'alerte du Rhône malgré une sollicitation auprès du service dédié. Par courriel du 04/11/2022, l'inspection a réceptionné une note interne de la société ENEDIS et intitulée "consigne d'exploitation, de contrôle et de suivi des équipements ICPE d'Avignon Courtine v2", datée du 3 novembre 2022. Cette note, qui vise à

<p>répondre à plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 27/08/1993, prévoit l'évacuation immédiate des produits contenant du PCB dès l'atteinte de la cote de pré-alerte de 16,55mNGF. La note prévoit également que le suivi du niveau de cote d'alerte du Rhône sera réalisé désormais à l'aide de l'application "VIGICRUE". Cependant, cette procédure ne décrit pas les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB en cas de risque inondation: aucune indication relative aux moyens utilisés pour l'évacuation des PCB n'est donnée, aucun lieu de stockage provisoire n'est mentionné, le personnel nécessaire à ces opérations n'est pas précisé,... En l'état, la procédure est donc insuffisante pour garantir l'évacuation des PCB en temps utile.</p> <p>Observations:</p> <p>sous un mois l'exploitant devra compléter la procédure en précisant les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB (lieu de stockage provisoire, personnel nécessaire et moyens utilisés...)</p> <p>Constats : Par courrier du 23 décembre 2022, l'exploitant a transmis une copie de la procédure inondation en précisant les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB (lieu de stockage provisoire, personnel nécessaire et moyens utilisés...).</p> <p>Notamment, l'exploitant s'est inscrit à la plateforme d'alerte vigicrue et il a détaillé les procédures à appliquer en cas d'atteinte de la cote d'alerte pour l'évacuation de tous les PCB. Cette procédure tient compte de l'évènement en heures ouvrables et hors heures ouvrables.</p> <p>Le 16 et 17 octobre, l'exploitant a prévu de faire un exercice incendie et inondation avec le SDIS. Le compte-rendu de cet exercice sera adressé à l'inspection.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Filières déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543.33
Thème(s) : Situation administrative, Agrément
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de déchets contenant des PCB est tenu de les faire traiter soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R. 543-34, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>Le mélange de déchets contenant des PCB avec d'autres déchets ou toute autre substance préalablement à la remise à l'entreprise agréée ou à l'installation autorisée est interdit.</p> <p>Constats du 04/10/2022 : un document a été communiqué par l'exploitant par courriel du 07/05/2018 pour un établissement situé en Belgique. Toutefois, au jour de l'inspection, l'exploitant déclare que l'élimination des PCB est effectuée par trois prestataires uniquement et implantés sur le territoire national. Il s'agit de : TREDI, APROCHIM, TRANSFO-SERVICES.</p> <p>Observations :</p> <p>L'exploitant s'assurera que les prestataires mentionnés sont pourvus de l'agrément nécessaire à la décontamination de déchets contenant des PCB conformément aux dispositions de l'article R.543-34 du code de l'environnement. Dès réception, il adressera par toute voie à sa convenance</p>

les justificatifs correspondants.
Constats : Par courrier du 23/12/2023, l'exploitant a transmis les arrêtés préfectoraux des sites de traitement des transformateurs du site, en l'occurrence TREDI, APROCHIM et TRANSFO SERVICE. Les arrêtés préfectoraux stipulent dans un article dédié les agréments que les sites disposent.
Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée : [...] Ces matériels seront régulièrement vérifiés, entretenus aisément accessibles, à un endroit correctement signalé [...]</p> <p>Pour l'année 2022, l'opérateur note dans le rapport les observations suivantes:</p> <p>a) hangar: Absence de dossier SSI. Les portes de contrôle d'accès du hangar doivent se déverrouiller en cas d'alarme incendie. Le déclencheur manuel porte intermédiaire du hangar PCB ne fonctionne pas.</p> <p>b) bâtiment principal : Absence de plans affichés à proximité de la centrale (devis en cours) Absence de flashes lumineux dans les toilettes/douches (X14) Le déclencheur manuel RDC garage à côté de la porte coulissante bleue est bloqué, il est à remplacer.</p> <p>La détection intrusion est confiée à la société "Sécuriforce" qui effectue régulièrement des interventions. L'exploitant a justifié dans son envoi du 04/11/2022 les bons d'interventions correspondants.</p> <p>REMARQUE 12 : le rapport de la dernière vérification périodique a été transmis par courriel du 13/04/2018.</p> <p>Les rapports relatifs à la vérification des installations électriques portant sur l'abri véhicule PCB référencé 8468935004-1 (2018), 8468935-005-1 (2019) et R8468935-006-1 (2020) ne font pas apparaître de non-conformités. Par courriel du 04/11/2022, l'inspection a réceptionné le rapport dit quadriennal de vérification périodique des installations électriques du site ENEDIS courtine référencé 10481493/42.1.1.R, effectué par "Bureau Veritas" le 20/07/2021.</p> <p>Outre l'absence d'éléments documentaires, le rapport consulté fait état de trois non-conformités relatives à la protection des installations.</p> <p>Une attestation de levée de réserve en date du 29/09/2021 a été effectuée par la société DALKIA, justifiant du remplacement des trois dispositifs de protection défectueux.</p> <p>REMARQUE 14 : L'entretien annuel des extincteurs a été effectué, leur mise en service est de 2012 et 2011. Le plan présentant la position des extincteurs sur le site a été présenté en séance.</p>

Observations: L'exploitant devra transmettre, sous 3 mois, les justificatifs de mise en conformité des dispositifs défectueux liés à la détection incendie, identifiés dans le rapport 2022 de la société AXELIS-IT.

Constats : Le 08/09/2023, l'exploitant a transmis les rapports SSI de 2023. Dans ces rapports, l'opérateur note les observations suivantes:

a) Hangar (3 observations):

- 1- Absence de dossier SSI. Il s'agit de la même observation qu'en 2022. Il est à noter que l'exploitant qui est locataire a du mal à obtenir ce document de la part de son propriétaire.
- 2- Un déclencheur manuel dans le hangar ne fonctionne pas (prévoir retraitage du câble).
- 3- Prévoir le remplacement des détecteurs de fumées (préconisation constructeur tous les 4 ans).

Pour les observations 2 et 3, l'exploitant a transmis par courriel du 02/10/2023, une attestation de travaux avec un essai de bon fonctionnement en date du 26/09/2023. Ces 2 observations sont donc levées.

Pour l'observation n°1, l'exploitant a de nouveau demandé ce document à DALKIA (qui fait le lien avec le bailleur) en date du 02/10/2023.

b) Bâtiment principal (2 observations) :

- 1- Il n'y a pas de flashes lumineux dans les toilettes/douches (X14).
- 2- Le déclencheur manuel a été remplacé comme convenu lors des travaux.

L'observation n°2 est donc levée.

Pour l'observation n°1, l'exploitant a informé l'inspection que DALKIA a demandé un devis le 02/10/2023.

Au regard des rapports SSI 2023, l'inspection a constaté que les observations majeures ont été levées. Par contre, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale pour la mise en conformité de l'observation n°1 du hangar (obtenir un dossier SSI) et de l'observation n°1 du bâtiment principal (installer flash lumineux dans les toilettes/douches). Aussi, l'exploitant doit transmettre à l'inspection sous trois mois les éléments permettant de justifier de la levée de ces observations restantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois